

# Immigration: le débat promis ne viendra pas

*En France, il est (toujours) interdit de parler de ce sujet*

par **Nicolas Lévine** - 20 décembre 2018

 **66**  
PARTAGES



Nicolas Sarkozy en avril 2006; Emmanuel Macron en décembre 2018. SIPA. 00527447\_000004 / AP22280668\_000062

---

**En plus d'annoncer aux gilets jaunes des mesures économiques en trompe-l'œil, le président Macron évoquait, le 10 décembre dernier, la tenue d'un débat sur**

## **l'immigration. Mais comme les fois précédentes, la causerie nationale sera probablement biaisée.**

---

L'autre soir, tandis que le président de la République menait l'*opération Enfumage d'hiver* devant vingt millions de Français, il évoqua, parmi les cinq débats donnés à son bon peuple comme un os à ronger, la tenue d'un sur le thème de l'immigration. Trop concentrée, à juste titre, sur les offrandes économique-sociales du jeune premier d'Amiens, la presse ne creusa pas immédiatement ce point.

### **Au bon souvenir de Sarkozy**

Une fois prouvée l'entourloupe de la hausse du SMIC et de la baisse de la CSG, des journalistes, les plus émotifs, les plus obsédés, s'attaquèrent à cette annonce parfaitement imprévisible. Il faut comprendre que nombre de journalistes, en leur qualité de gardiens d'une certaine idée de la démocratie, se sont difficilement remis de la création, en 2007, d'un ministère dédié à l'immigration. En ce temps-là, Nicolas Sarkozy, à la droite d'Hitler selon *Le Nouvel Obs*, venait d'être élu « sur la peur » de l'étranger. Le fidèle Hortefeux, avec ses airs d'assureur libertin de sous-préfecture, recevait ce maroquin de la honte. La presse de gauche, le monde universitaire, les chansonniers voyaient déjà des rafles et des trains filant vers la Pologne. L'heure était à la résistance.

**A lire aussi: *Immigration: les médias nous mènent en bateau***

Finalement, bien sûr, il n'y eut ni rafles ni trains. Ici comme ailleurs, Nicolas Sarkozy s'arrêtait au stade de l'annonce ou plutôt de son effet. Gouvernant par les « signes », la « séquence identité » était destinée aux électeurs du FN, qu'il voulait séduire en irritant les immigrationnistes. Très vite, la dureté affichée durant la campagne – « La France, tu l'aimes ou tu la quittes » – et juste après céda la place au sempiternel « comme avant ».

Loin de brider les flux migratoires, Hortefeux fit mine de les organiser, se payant au passage une chouette tournée en Afrique durant laquelle il signa des accords sans consistance avec plusieurs États. Ces images rassuraient peut-être le militant UMP convaincu que la vie est une négociation. Mais en vérité, le rythme des arrivées sur le territoire français ne diminua pas ; celui des reconduites aux frontières, non plus.

### **Les paroles, les paroles, les paroles...**

En fait d'immigration choisie, il s'agissait bien davantage, comme avant, du choix de l'immigration, supposément indispensable au fonctionnement de notre pays et de toute façon techniquement et humainement impossible à juguler. Éric Besson, le lagon de la Drôme, devait reprendre le flambeau. Décevant dans le rôle de Goebbels, **il déclarait** notamment en janvier 2010 à La Courneuve : « *La France n'est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, ni une religion, c'est un conglomérat de peuples qui veulent vivre ensemble. Il n'y a pas de Français de souche, il n'y a qu'une France du métissage.* » Cette profession de foi et la réalité de la politique migratoire du gouvernement Fillon auraient dû apaiser les immigrationnistes ; toujours insatisfaits, ces derniers continuaient de définir le quinquennat en cours comme un Reich de cinq ans. C'est le simple fait de vouloir, du moins en mots – et ça ne va jamais plus loin, et ça ne dépasse jamais le temps des campagnes électorales – contrôler les flux migratoires qui leur est insupportable ; ils ne consentiront à sourire que lorsque la planète entière habitera la France. Depuis cette

époque, en tout cas, nul n'avait osé chatouiller le parti de l'Autre.

## Depuis 1976, on n'a jamais demandé aux Français leur avis sur l'immigration

Ce ne sera pas aujourd'hui non plus. Quelques jours après l'annonce de ce débat qui nous aurait évidemment ramené « aux heures les plus sombres de notre histoire », **Matignon l'a enterré**. Énième couac au sein de l'exécutif, qui les a multipliés durant cette crise, manifestant un terrible amateurisme ? Pression des députés de la majorité redoutant de devoir broder sur un thème qui au mieux les indiffère, au pire les dégoûte ? Au fond, peu importe pourquoi. Qui a pu croire un seul instant, sinon les immigrationnistes cachés dans un maquis imaginaire, que le président de la République était prêt à affronter ce sujet pourtant capital ? Depuis 1976 et le regroupement familial, on n'a jamais demandé aux Français leur avis sur l'immigration. Comment Emmanuel Macron, champion libéral, pourrait-il rompre le silence imposé par ceux pour qui le monde doit être un flux permanent de biens et de personnes ? Comme Hollande avait, dans un moment d'égarement, songé à l'évidente déchéance de nationalité pour les islamistes binationaux enragés, son ancien ministre de l'Économie, sans doute pour sonder sa gauche, a laissé échapper cette idée de débat. Le jour-même, un vague secrétaire d'État avait signé au nom de la France le pacte de Marrakech. C'est encore mieux que de la duplicité : ces gens-là nous prennent vraiment pour des imbéciles.

## Démocratie choisie

Il est interdit de parler d'immigration. En démocratie, aucun sujet ne devrait être « tabou », mais il est de plus en plus clair que le système tend à l'oligarchie. **Bruno Bonnell, député LREM du Rhône, expliquait ces jours-ci à la télévision que le référendum d'initiative populaire (ou citoyenne) n'était pas souhaitable parce que le peuple risquait de réclamer le rétablissement de la peine de mort ou... l'arrêt de l'immigration. Oui, et alors ? Depuis quand les représentants du peuple doivent-ils en limiter l'expression et en trahir la volonté ? La crise sociale, on le voit bien, se double d'une crise politique encore plus grave ; c'est la démocratie représentative qui ne fonctionne plus ; elle est entre les mains d'une élite économique et culturelle qui a fait sécession du corps social et entend dicter à celui-ci sa conduite. Pour ce faire, outre une propagande digne de l'URSS, l'élite n'hésite pas à se montrer violente, comme elle l'a été avec les gilets jaunes.**

**Le pouvoir est confisqué. C'est d'une révolution démocratique que nous avons besoin. Le printemps devrait être favorable aux peuples européens. Du reste, une victoire, même nette, ne sera pas suffisante. Ces gens-là seraient capables d'appeler l'OTAN à la rescousse.**



Vous venez de lire un article en accès libre.

Causeur ne vit que par ses lecteurs, c'est la seule garantie de son indépendance.

Pour nous soutenir, achetez Causeur en kiosque ou **abonnez-vous !**

**Nicolas Lévine**

Écrivain, auteur de plusieurs livres. Il aime Flaubert, la boxe et les coquelicots. Il est

présent sur Twitter.

Lire la suite

#### RÉAGISSEZ À CET ARTICLE

---

Une tenue correcte est exigée. Soyez courtois et évitez le hors sujet.

Votre adresse e-mail ne sera jamais publiée ou partagée. Dans le cas contraire, [cliquez-ci et renseignez un nouveau pseudo.](#)

[Notre charte de modération](#)